

Colloque *Reconstruire Haïti*

Le pays devra apprendre de ses erreurs

Des experts suggèrent d'optimiser les infrastructures existantes et de respecter l'écosystème fragile de l'île

GWENAËLLE REYT

Quelles leçons tirer des catastrophes naturelles quand il est temps de penser à la reconstruction d'Haïti? Bien sûr, il y a eu le séisme du 12 janvier, mais restent aussi en mémoire les nombreux ouragans qui ont dévasté le pays en 2004 et 2008. Il y a aussi le problème récurrent des inondations et de l'érosion des sols. Comment concevoir l'avenir sans refaire les mêmes erreurs et adopter un développement durable? C'est à ces questions qu'essaient de répondre les participants au colloque *Reconstruire Haïti*.

Hier, plusieurs experts en urbanisme et en architecture se sont exprimé sur les priorités de la reconstruction de Port-au-Prince et des autres régions sinistrées. Pour Gonzalo Lizarralde, professeur adjoint en aménagement à l'Université de Montréal et spécialiste dans la reconstruction après désastre, il est important d'éviter certaines erreurs. «Souvent, on simplifie trop la situation alors que la complexité est énorme. Il ne suffit pas de distri-

buer la dernière tente en plastique hi-tec pour répondre aux besoins de la population», prévient-il. Selon lui, il est primordial d'optimiser les infrastructures existantes et de ne pas disperser la population en la déplaçant aux quatre coins du pays. «Les gens ne resteront pas dans un endroit où ils n'ont pas de travail ni de liens sociaux», assure Gonzalo Lizarralde, qui a travaillé pour la reconstruction de nombreux sites dévastés partout dans le monde.

Dans une vision plus environnementale, Isabelle Thomas-Moret, professeure à l'Université de Montréal spécialiste du développement urbain, estime qu'il est primordial que la population prenne conscience de sa vulnérabilité avant

même de parler de reconstruction. «Elle doit apprendre des catastrophes passées pour changer son mode d'urbanisation. Les risques seront toujours là, mais la population aura les moyens de s'adapter», assure la spécialiste, qui prône une stratégie de reconstruction «résiliente». Selon elle, le respect de l'écosystème est une donnée fondamentale pour éviter d'autres catastrophes. «La déforestation de l'île ac-

centue les risques d'inondation et aggrave les conséquences du passage d'un ouragan», explique Isabelle Thomas-Moret. La problématique de la déforestation et du reboisement a fait l'objet de nombreuses discussions sans toutefois trouver de cause ni de réponse unique dans l'assemblée.

Pendant deux jours, plus de 600 personnes, dont une forte délégation gouvernementale haïtienne, sont réunies à l'École polytechnique de Montréal pour échanger sur les enjeux et les défis de la reconstruction d'Haïti. Le colloque est organisé par le Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle (GRAHN), qui est composé d'une vingtaine d'organismes et de personnalités de la communauté haïtienne du Québec. Très dense, le programme tente d'aborder des sujets aussi divers que la santé, l'éducation et la conservation du patrimoine culturel.

Aujourd'hui, le colloque abordera principalement la question de l'éducation. Jean Max Bellerive, premier ministre d'Haïti, s'exprimera également sur la situation générale du pays après le séisme.

Le Devoir

«Souvent, on simplifie trop la situation alors que la complexité est énorme»



COLLOQUE SUR LA RECONSTRUCTION D'HAÏTI

De sérieux coups de gueule!

Louise **Leduc**

La Presse — Haïtiens de Montréal et Haïtiens de passage ici se sont parlé franchement, hier, et ont semoncé d'une même voix aussi bien les représentants du gouvernement haïtien sur place que le trop-plein de «touristes humanitaires à l'affût de victimes à se mettre sous le stéthoscope», dicit Nago Humbert, président de Médecins du monde Suisse, bien d'accord avec les récriminations lancées de toutes parts.

Quelque 600 personnes prennent part depuis hier, à l'École polytechnique, à un colloque sur la reconstruction d'Haïti. Échanges musclés? Euphémisme! De sérieux coups de gueule ont été assésés... dans la bonne humeur malgré tout.

«Il y a absence d'État en Haïti, l'État y est fantomatique, et ça date de bien avant le tremblement de terre, a lancé Daniel Holly, professeur de science politique à l'UQAM. Il a ajouté qu'Haïti se meurt d'immobilisme et d'un trop-

plein d'études inutiles.

Reconstruire Haïti? Mais comment y arriver quand «la classe politique haïtienne est imperméable à toute modernité? Y aurait-il chez nous une pulsion suicidaire inconsciente?»

«Assez de cet exercice de flagellation publique», a répliqué Jean-Claude Fouron, cardiologue pédiatrique à l'hôpital Sainte-Justine, toujours très en lien avec son pays d'origine. Le Dr Fouron a parlé d'action et de priorités: «On ne peut pas se lancer dans le béton et laisser entre-temps mourir les gens.»

Vite, la priorité aux soins de santé, a-t-il dit. «À la naissance, chaque Haïtien a 21% de risque de ne pas être vivant à 40 ans. Et au Canada, on a droit à 20 ans de vie de plus. Tout ça, c'est inacceptable.»

Pour être en santé, les Haïtiens ont aussi besoin d'abris. De maisons. Gonzalo Lizarralde, professeur adjoint d'architecture à l'Université de Montréal, a fait plusieurs mises en garde. La plus

importante: attention à l'étalement urbain, même si les terrains sont moins chers dans la lointaine banlieue. «Une maison, c'est bien, mais la mère seule qui n'a plus près de chez elle la tante ou l'amie d'à côté chez qui elle allait normalement déposer ses enfants le matin ne pourra partir au boulot si elle habite désormais en banlieue.»

Et c'est sans compter le fait que l'étalement urbain suppose la construction de routes supplémentaires. «C'est dur de prendre l'autobus pour aller travailler quand il n'y a autour ni route, ni autobus!» a fait aussi valoir M. Lizarralde.

En toile de fond de tout cela, une question centrale: faut-il reconstruire Port-au-Prince là où il est, en plein sur une faille sismique? «Poser cette question en termes purement scientifique est très réducteur, a dit Éric Calais, professeur de géophysique à la Purdue University, aux États-Unis, après avoir pourtant fait état de la fragilité de la terre sur laquelle est bâti Port-au-Prince.»



Les erreurs à éviter pour reconstruire Haïti

Le Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle tenait hier une première journée d'activité dans le cadre de son colloque Reconstruire Haïti – Horizon 2030, qui se termine aujourd'hui à l'École Polytechnique. Gonzalo Lizarralde, professeur adjoint et directeur du Groupe de recherche IF-grif de la faculté d'aménagement de l'Université de Montréal, a mis en lumière les erreurs à éviter dans la reconstruction d'Haïti, un projet qui devrait s'étaler sur près de 20 ans.

PAR JENNIFER GUTHRIE

• **Éviter l'étalement urbain**

«Les ONG [organisations non gouvernementales, NDLR] et les municipalités vont chercher, comme cela s'est fait en Turquie, au Honduras et au Salvador, à acquérir les terrains les moins dispendieux, situés en périphérie [des villes touchées], pour y installer les populations, a expliqué Gonzalo Lizarralde. Cette décision serait une erreur. Les populations se retrouveraient éloignées des services de base et de leurs réseaux sociaux. Il faudrait repartir à zéro. Pour des mères monoparentales,

une telle réalité est très difficile à vivre et les empêche souvent de travailler, puisqu'elles n'ont nulle part où faire garder leurs enfants pendant la journée.»

• **Simplifier**

«Après chaque catastrophe naturelle, il y a toujours une dizaine d'ingénieurs et d'ONG qui disent avoir la dernière solution technologique qui va permettre de résoudre tous les problèmes, a ironisé M. Lizarralde. Mais il ne faut pas oublier que la dernière solution technologique, ça ne

«Les ONG et les municipalités vont toujours chercher des compagnies qu'ils connaissent pour leur fiabilité pour lancer des projets de reconstruction, a indiqué le professeur. Les investissements se retrouvent donc concentrés dans les mains de trois, quatre ou cinq acteurs et n'arrivent jamais aux gens touchés. Il faut décentraliser les investissements et s'assurer que l'argent aille sur le terrain.»

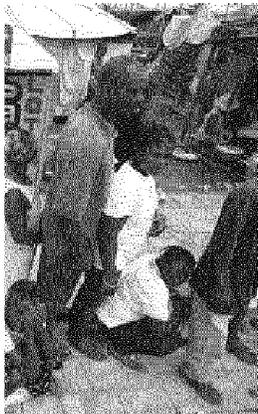
• **Répéter le modèle «idéal»**

«Dans un an, le *Téléjournal* va retourner en Haïti pour voir où en est la reconstruction, a avancé Gonzalo Lizarralde.

Je peux vous garantir qu'on n'aura pas encore commencé la reconstruction. À ce moment, les médias vont se tourner vers les ONG pour leur demander pourquoi rien n'a été fait. Les ONG vont alors se dépêcher de construire des maisons et des salles de classe en série. On va répéter des solutions mal adaptées sous prétexte qu'il faut aller vite. On doit éviter ça.»

marche pas. Si on comprend la complexité de la situation et qu'on la traite correctement, les gens vont aimer les projets qui seront mis sur pied et vont les adopter. Plus les gens adopteront un projet, plus la densité de population sera importante et plus il y aura d'emplois créés, d'infrastructures construites et de services offerts. Les tentes en plastique, oubliez ça. Ce n'est pas comme ça qu'on va reconstruire Haïti.»

• **Centraliser les projets et les décisions**



Le colloque Reconstruire Haïti s'ouvre dans la discorde

Le colloque Reconstruire Haïti - Horizon 2030 s'est ouvert dans la discorde, hier, à l'École Polytechnique de Montréal, alors que la liste des invités est loin de faire l'unanimité.

À la tête des mécontents, le Parti Québécois a dénoncé l'absence de représentants du gouvernement du Québec à cette réunion qui rassemble près de 500 personnalités issues de la communauté haïtienne du Québec et d'organismes caritatifs.

« Nous sommes surpris et déçus. Aucune raison ne

peut justifier une telle absence du gouvernement du Québec à cette conférence, d'autant qu'elle se déroule ici même au Québec », a déploré par voie de communiqué Benoit Charette, porte-parole de l'opposition officielle en matière de communautés culturelles.

« Plusieurs ministres du gouvernement haïtien sont sur place et on attend le premier ministre haïtien, Jean-Max Bellerive, aujourd'hui. Comment se fait-il qu'aucun ministre du gouvernement Charest ne soit présent? C'est gênant.

Ce n'est pas parce que les projecteurs ne sont plus sur Haïti que les problèmes sont réglés », a-t-il déclaré.

Le président de la Ligue des Noirs, Dan Philip, s'est quant à lui indigné de ne pas avoir été invité à ce groupe de travail.

Pour Jean-Ernest Pierre, directeur de la radio CPAM, ce « colloque d'experts » ne rejoindrait pas du tout les Montréalais d'origine haïtienne. « Ce n'est vraiment pas quelque chose qui passionne la population », estime-t-il.

— SARAH-MAUDE LEFEBVRE



Alors qu'il faudra plusieurs années à la reconstruction d'Haïti, le colloque à ce sujet s'ouvre dans la mésentente.



COLLOQUE SUR LA RECONSTRUCTION D'HAÏTI

Invitation à faire des affaires

LOUISE LEDUC

Les entreprises québécoises ne doivent pas être mal à l'aise d'aller brasser des affaires en Haïti et de venir chercher «leur part du gâteau de la reconstruction».

«L'humanitaire, c'est bien joli, mais ça ne dure pas. Les intérêts, ça, ça dure.» C'est ce qu'a déclaré hier le premier ministre haïtien, Jean-Max Bellerive, au colloque sur la reconstruction d'Haïti qui avait lieu depuis deux jours à l'École polytechnique.

«Beaucoup de gens se demandent s'il y a un pilote dans l'avion. Oui, il y a un pilote. Et il y a même un copilote», a dit M. Bellerive.

Plusieurs copilotés, en fait, à entendre parler le premier ministre, qui ne peut refuser l'aide internationale, mais qui sait que ce n'est pas la solution. «Avant le séisme, il y avait 70 % de chômeurs. Maintenant c'est 90 %. La population risque de s'habituer à ne pas travailler. J'ai peur que les enfants, les adolescents attendent le camion qui va passer avec l'eau, qu'ils attendent le camion qui va arriver avec la nourriture. Il faut donner un minimum aux gens, mais il ne faut pas tuer l'idée du travail.»

«Tout le reste a échoué. La seule chose qu'on n'a pas essayée, c'est un plan préparé par les Haïtiens, pour les Haïtiens, évalué par les Haïtiens.»

À cette phrase, les quelque 600 personnes présentes ont applaudi à tout rompre. Elles n'ont pas bronché, cependant,

quand, quelques minutes plus tard, le premier ministre a déclaré: «Je ne suis pas intéressé aux chiffres (à l'argent nécessaire à la reconstruction). J'ai besoin d'engagements sur des projets concrets. Que faut-il

construire? Dans quels délais? L'évaluation des coûts, ça viendra après.»

Cela dit, non sans contradiction avec sa volonté de voir des entreprises québécoises débarquer en masse et avec la volonté de mettre en place un plan haïtien, M. Bellerive a noté plus tard dans son allocution que, chaque jour, il reçoit de 200 à 300 offres de services d'entreprises nationales et internationales. Très clairement, il a dit que son gouvernement n'avait pas les moyens d'étudier ces offres actuellement.

Parce que c'est trop tôt? Parce que, comme il l'a dit ensuite, l'heure n'est toujours pas à la reconstruction, mais aux besoins pressants, à ces 700 000 enfants haïtiens qui ne vont pas à l'école, à tous ces gens qui vivent encore dans des tentes?

En tout cas, il n'a pas fait de mystère sur la vitesse à laquelle iront les choses. En point de presse, il n'a pas dit pendant combien de temps il estimait que des gens vivraient encore dans des tentes, mais il a reconnu qu'il ne faudrait pas se surprendre que cela dure des années.

Faut-il reconstruire Port-au-Prince là où elle se trouve, en plein sur une faille sismique? En point de presse, le premier ministre a balayé la question

d'un revers de main, disant qu'il n'y avait pas de réflexion à ce sujet dans son gouvernement, mais une décision. La capitale restera là où elle se trouve.

La veille, en entrevue, Edwin Paraison, ministre des Haïtiens vivant à l'étranger, avait affirmé au contraire que c'était là une question importante à laquelle le gouvernement réfléchissait toujours.

Fait inusité – de mémoire, on n'a pas vu souvent des premiers ministres canadiens et québécois faire la même chose –, le premier ministre Bellerive a répondu aux questions de l'auditoire, questions qui n'étaient pas arrangées avec les gars des vues.

M. Bellerive en avait aussi une pour ses compatriotes en exil: «Tout le monde a son petit plan de retour, tout le monde envoie de l'argent à l'oncle, en Haïti, qui a son petit bout de mur à réparer, mais il n'y a rien de structuré. Vous ne revenez plus au pays que lors de funérailles ou de mariages. Vos enfants ne sont même plus de la diaspora, ils sont canadiens, américains. Il faudrait qu'ils gardent un lien avec Haïti. Vos enfants et vos petits-enfants sont-ils seulement intéressés à entendre parler d'Haïti?»

«Maintenant, oui», ont répondu à voix haute plusieurs Haïtiens dans la salle.





PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

Le premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive en compagnie de Jean Charest.

Colloque «Reconstruire Haïti»

Jean-Max Bellerive craint que l'aide humanitaire ne devienne une habitude

Le premier ministre haïtien demande l'aide de sa diaspora

GWENAËLLE REYT

Au deuxième jour du colloque *Reconstruire Haïti* qui se tient à l'École polytechnique de Montréal, le premier ministre haïtien, Jean-Max Bellerive, a fait une apparition très attendue où il a énoncé les défis humanitaires, mais aussi de développement et de coordination auxquels Haïti devra faire face.

Bien qu'il faille encore répondre aux besoins fondamentaux de nourriture et d'abris, Jean-Max Bellerive s'est inquiété du fait que la situation d'aide humanitaire se prolonge. *«Les gens ne doivent pas s'habituer à attendre le camion qui distribue des vivres pour subvenir à leurs besoins. Actuellement, 90 % de la population est au chômage et je crains qu'elle s'installe dans une situation qui tue l'envie de travailler»*, a prévenu Jean-Max Bellerive, qui a rappelé que les problèmes du pays ne datent pas du 12 janvier.

C'est le cas par exemple du système d'éducation, qui était déjà largement défaillant avant le séisme et qui devra être totalement revu et reconstruit afin de permettre la scolarisation de l'ensemble des jeunes. Environ 200 000 enfants se sont retrouvés sans école après le tremblement de terre, alors qu'avant, près de 500 000 n'avaient déjà pas accès à l'école. Pour le premier ministre, il est donc important de tirer des leçons du passé pour créer quelque chose de nouveau qui soit réellement adapté aux Haïtiens. *«Je ne crois pas aux plans de reconstruction américain ou canadien. Il nous faut un plan fait par et pour des Haïtiens et évalué par des Haïtiens. C'est une question d'efficacité afin de répondre aux réels besoins»*, assure le premier ministre.

Plus tôt dans la journée, Jean-Max Bellerive a rencontré son homologue québécois,

Jean Charest. *«C'est une visite amicale. Nous avons discuté de la situation parfois difficile des étudiants haïtiens au Québec, ainsi que des occasions à saisir pour les entreprises lors de la reconstruction»*, explique le premier ministre haïtien, qui n'a pas hésité à souligner la relation privilégiée qu'entretient son pays avec le Québec. Pour lui, les partenaires qui ont montré leur soutien à Haïti doivent aussi profiter des occasions offertes par la reconstruction. *«Les entreprises québécoises doivent prendre leur part du gâteau, car l'aide humanitaire ne dure pas, mais les intérêts, oui»*, confie-t-il. Le

Québec aurait, d'après lui, un rôle à jouer, par exemple dans la construction de logements et d'entreprises.

Mais c'est surtout auprès de la diaspora que le premier ministre haïtien est venu chercher un appui, tout en précisant qu'il n'était pas là pour faire campagne et que les divergences devaient être mises de côté. *«Nous n'étions pas préparés à cela. Le gouvernement est englué dans l'urgence. Je veux juste remplir au mieux mon mandat avec votre aide, celle de l'opposition et de l'ensemble de la population»*, concède-t-il. Il a proposé que la diaspora s'intègre dans les différentes structures de coopération qui seront actives dans le pays, car ce sont ces organismes qui géreront Haïti ces prochaines années.

Le colloque a été l'occasion pour beaucoup d'exprimer leur volonté de s'investir et de présenter des projets d'aide. Les réflexions élaborées lors de cet événement serviront à établir un plan de reconstruction qui sera présenté le 31 mars prochain à New York lors de la conférence des donateurs.

Le Devoir





JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Jean-Max Bellerive a rencontré son homologue québécois, Jean Charest. Bellerive n'a pas hésité à souligner la relation privilégiée qu'entretient son pays avec le Québec.